



Auteur : Didier Reuter  
[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## Emploi / Recrutement

### Loi de programmation pour la cohésion sociale

#### Sommaire

---

- . Perte du monopole de l'ANPE
- . L'ANPE peut créer des filiales
- . L'alternative du réseau des agences d'intérim
- . Le rôle des cabinets de recrutement

# LOI DE PROGRAMMATION POUR LA COHÉSION SOCIALE

## PERTE DU MONOPOLE DE L'ANPE

La loi 2005-32 du 18 janvier 2005 dite de «Programmation pour la cohésion sociale» annule définitivement le monopole de l'ANPE en matière de placement des chômeurs et des Rmistes. L'article 3 de cette loi officialise une pratique déjà existante depuis plusieurs années, constatant qu'un certain nombre d'organismes du privé participent déjà activement et/ou de manière confidentielle à l'activité de placement.

La nouvelle loi stipule en effet que dorénavant *«Peuvent également participer au service public de l'emploi, les organismes publics ou privés dont l'objet consiste en la fourniture de services relatifs au placement, à l'insertion, à la formation et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi, les organismes liés à l'Etat par une convention prévue à l'article L.322-4-16, les entreprises de travail temporaire (ETT) ainsi que les agences de placement privées mentionnées à l'article L.312-1.»*

## CE QUI SIGNIFIE SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI

L'article L.311-1 stipule que *«Le service public de l'emploi comprend le placement, l'indemnisation, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi»*. C'est donc théoriquement tout ce champ de compétence qui s'ouvre dorénavant aux professionnels du privé.

## L'ANPE PEUT CRÉER DES FILIALES

Sachant que le placement par l'ANPE est gratuit et sans discrimination, les nouveaux acteurs ont également l'obligation de respecter le fait qu'*«Aucune rétribution, directe ou indirecte, ne peut être exigée des personnes à la recherche d'un emploi en contrepartie de la fourniture de services de placement»*. Ce sont uniquement les entreprises qui embauchent qui rémunèrent le prestataire.

Afin de rentabiliser et d'optimiser les services de l'ANPE, il est également prévu à l'article L.311-7 du Code du travail que *«Pour l'exercice de ses missions, l'Agence nationale pour l'emploi peut, en tant que de besoin, prendre des participations et créer des filiales.» «Ces filiales peuvent fournir des services payants sauf pour les demandeurs d'emploi. Un décret en Conseil d'Etat fixe la nature des activités pouvant être exercées par ces filiales, apporte les garanties de nature à prévenir toute distorsion de concurrence avec les opérateurs privés et précise les conditions dans lesquelles ces filiales sont créées, ainsi que les modalités dans lesquelles s'exerce le contrôle de l'Etat.»*

## LES MOYENS UTILISÉS PAR LES CHÔMEURS POUR RETROUVER UN EMPLOI

Une enquête de l'Insee indique que 91,5% des chômeurs ont retrouvé un emploi en dehors des services de l'ANPE (base 2002) de la manière suivante :

63,8% Démarches personnelles  
10% Contact d'un employeur  
8,5% Services de l'ANPE  
8,1% Création d'entreprise  
5,7% Annonces et offres d'emploi  
3,9% Concours fonction publique

*Source : Insee*

## L'ALTERNATIVE DU RÉSEAU DES AGENCES D'INTÉRIM

Dorénavant les agences de l'ANPE et les acteurs professionnels du privé spécialisés dans l'intérim, le recrutement ou l'outplacement peuvent *«fournir, à titre habituel, des services visant à rapprocher offres et demandes d'emploi, sans que la personne physique ou morale assurant cette activité ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler»*. Selon l'article L.311-9, cette possibilité est également offerte aux collectivités territoriales et à leurs groupements qui peuvent également concourir au service public de l'emploi.

Dans le vaste marché du placement des demandeurs d'emploi, les entreprises de travail temporaire (ETT) prennent dorénavant une place de choix, en concurrence directe avec l'ANPE, grâce à la densité de leur implantation

nationale. Avec un réseau de près de 6.000 agences, les ETT peuvent considérer à juste titre le placement et le recrutement fixe en entreprise, comme un prolongement naturel de leur travail quotidien.

Il est clair qu'en ce domaine, leur savoir-faire est incontestable dans les métiers du recrutement, de l'évaluation et du conseil à l'embauche, aussi bien pour les entreprises que pour les candidats .

Une étude menée en avril 2003 a d'ailleurs montré que si 44% des personnes travaillant en intérim étaient auparavant demandeurs d'emploi, un an plus tard, en mai 2004, seulement 18% étaient encore demandeurs d'emploi. 58% des intérimaires étaient en emploi temporaire (intérim ou CDD) et 14% en CDI. Cela montre bien comment l'intérim constitue un moyen actif de s'insérer dans l'emploi.

## **LE RÔLE DES CABINETS DE RECRUTEMENT**

Pour Bénédicte Michon, déléguée générale du *Syntec Recrutement*, il est clair que *«Les ETT seront très positionnées sur les Etam (employés, techniciens et agents de maîtrise) et les cadres intermédiaires»*. Selon elle, il est évident que : *«Le créneau ne sera pas le même»* en ce qui concerne le placement des cadres par les cabinets de recrutement. Dans le même ordre d'idée, Eric Le Touzé, directeur exécutif de *Michael Page France*, affirme que pour les sociétés d'intérim *«Aller sur le marché des cadres sera compliqué, ce n'est pas le même discours. Quand vous êtes spécialiste de la grande distribution, vous ne faites pas dans le luxe du jour au lendemain.»*

Cette position est toutefois relativisée par Philippe Salle, PDG de *VediorBis*, qui considère que sur le créneau des cadres *«Le combat sera frontal d'ici deux à trois ans»*. Un avis semble-t-il partagé par le directeur général de l'*Apec*, Jacky Chatelain, qui confirme que *«Ce sont les ETT qui vont restructurer le marché du recrutement car elles peuvent accompagner les entreprises partout dans le monde, ce qui autorise à négocier les prix et les prestations. Pourquoi la mondialisation oublierait-elle le recrutement ?»*

En résumé, il y a de fortes chances que si les ETT s'immiscent dans le recrutement des cadres, les cabinets de recrutement s'intéressent à leur tour et de très près aux activités de l'intérim en les intégrant dans leur offre de prestation.

## **EXEMPLE DE PLACEMENT D'UN CHÔMEUR PAR UN ACTEUR PRIVÉ**

Le cas d'*Ingeus*, cabinet de placement privé d'origine australienne, est un exemple type de réinsertion *«individualisée et intensive»* de chômeurs de + 3 mois et de -24 mois dans l'esprit de la loi du 18 janvier 2005. En effet pour sa prestation de réinsertion dans les régions du Nord et de haute Normandie, *Ingeus* doit toucher 2.800 euros pour chacun des chômeurs pris en charge (3.000 pour les plus de 50 ans), somme à laquelle viendront s'ajouter 300 en cas d'embauche, plus 600 si la personne est encore en poste 3 mois après, et 600 euros supplémentaires si le candidat est toujours là au bout de 7 mois. Ces primes seront doublées pour les plus de 50 ans.

Pour réaliser ce *«business insertion»*, les consultants d'*Ingeus* s'engagent à rencontrer, au moins une fois par semaine, les demandeurs d'emploi afin de faire le bilan de leur recherche, alors qu'en général les conseillers de l'ANPE ont bien du mal à les rencontrer 2 fois par an comme le veut le dispositif du Pare.